

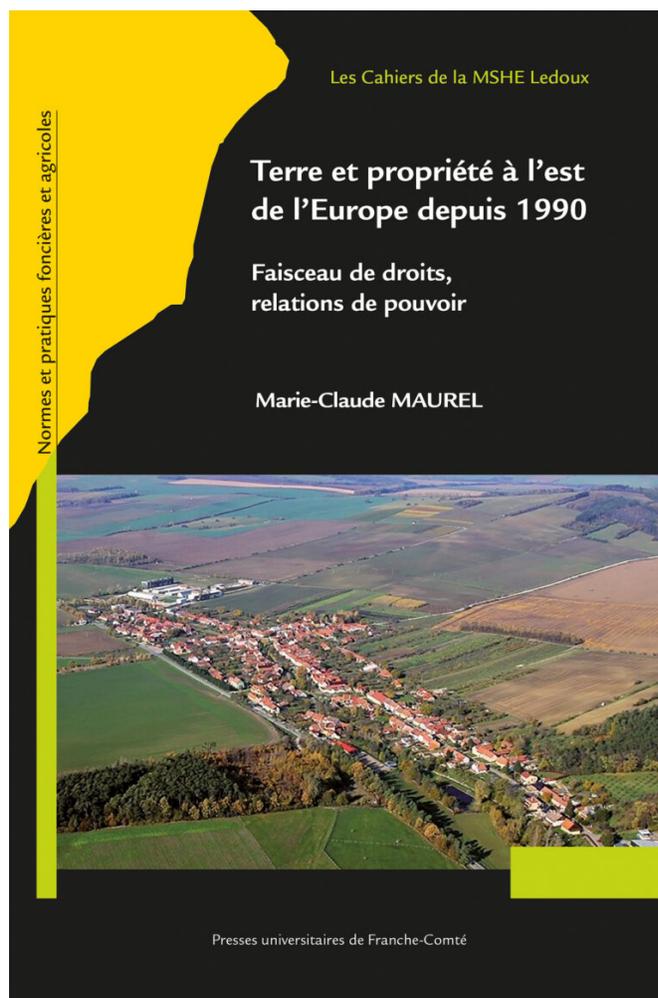
Marie-Claude Maurel, *Terre et propriété à l'est de l'Europe depuis 1990. Faisceau de droits, relations de pouvoir*

PAR NOTES DE LECTURE DE LA REVUE LE MOUVEMENT SOCIAL · 19/09/2021

Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, « Cahiers de la MSHE Ledoux », 2021, 244 p.

Les sociétés d'Europe centrale et orientale ont connu plusieurs ruptures fondamentales au XX^e siècle : recouvrement des indépendances nationales à l'issue de la Première Guerre mondiale après des décennies de sujétion, transformations radicales des structures sociales et économiques provoquées par le second conflit mondial (notamment à la suite de la disparition de la grande propriété latifundiaire et de la petite bourgeoisie juive) et par la soviétisation des pays tombés sous la tutelle de l'Union soviétique.

Les sociétés rurales sont incluses dans ces mouvements. Durant l'entre-deux-guerres, les partis agrariens, exprimant l'ascension politique de la paysannerie, formaient la principale force politique de cette aire géographique. L'arrivée au pouvoir des partis communistes à l'issue de la guerre 1939-1945 n'a pas été complètement perçue de façon négative par les paysans, car les autorités ont promulgué une vaste réforme agraire qui intégrait leur aspiration à la propriété foncière. Mais ce rêve fut brisé en 1948, quand la collectivisation des terres et des moyens de production devint le premier objectif de la politique agricole. Il en fut ainsi jusqu'à la fin du régime communiste. À partir de 1989, c'est une nouvelle ère qui commence, faite de retours en arrière (reprivatisations) et d'options délibérément pro-européennes. Les sociétés centre-est européennes ont été ainsi particulièrement bousculées depuis un siècle, passant d'un régime à l'autre. Cette dimension est centrale dans la démarche de Marie-Claude Maurel, qui écrit à propos de son travail : « Penser le changement de système et son impact sur les structures agraires dans l'historicité des trajectoires, tel est le fil directeur du projet de recherche »



ISBN : [978-2-84867-837-5](https://www.isbn-international.org/product/9782848678375)

(p. 40).

L'auteure, qui analyse depuis longtemps « la question agraire » à l'est de l'Europe – ce dont témoignent ses nombreux ouvrages –, s'est attachée à nouer plusieurs approches : une approche qui intègre d'abord l'histoire tragique des sociétés agraires, une autre approche qui en cerne les dimensions sociologiques, une troisième qui réfléchit aux modernisations des agricultures.

Après 1989, la sortie du système collectiviste conduite au moyen, notamment, de la transformation du régime de propriété, a été la grande affaire des nouvelles autorités, sans qu'un modèle homogène s'impose. La conversion des structures collectivistes a fait place à une diversité d'options. Pour simplifier : d'un côté, si les politiques de privatisation ou de reprivatisation ont provoqué une structuration de la propriété foncière caractérisée par un très grand morcellement, ce qui a perpétué le « mal »

agraire caractéristique de cette aire, d'un autre côté les grandes exploitations ont su se maintenir en se métamorphosant. La question de la propriété s'est d'emblée posée. Qui étaient, s'interroge l'auteure, les propriétaires légitimes ? Les anciens propriétaires expropriés de leurs grands domaines ? Les paysans, victimes de la collectivisation (alors qu'ils avaient reçu des terres dans le cadre des réformes agraires) ? Leurs enfants partis à la ville ? Les salariés des grandes exploitations ? Au bout du compte, deux catégories d'acteurs ont pris le dessus : les petits propriétaires et les élites agricoles des grandes exploitations reconverties. En effet, les cadres de ces grandes entreprises ex-socialistes (le groupe des « spécialistes ») sont parvenus, un peu partout, y compris dans la Russie d'Eltsine, à en devenir propriétaires, souvent, avec de nouveaux statuts, en rachetant les parts des autres catégories de personnels (ouvriers, cadres intermédiaires, employés d'administration) qui n'étaient pas en mesure de suivre les élans de leurs chefs. Tout comme dans les secteurs non agricoles, ce fut un mécanisme de reproduction de l'ex-nomenklatura¹. De surcroît, le fait marquant, c'est qu'il y a eu séparation entre la terre, le capital et le travail. En effet, observe Marie-Claude Maurel, « en réallouant la terre à des propriétaires dont un grand nombre n'étaient pas actifs en agriculture, les procédures de privatisation ont contribué à dissocier la propriété de l'usage du sol » (p. 57). Cette dissociation a marqué la première étape de l'après-communisme agraire, mettant au pas la petite paysannerie. Les enjeux

étaient d'autant plus importants qu'il fallait redresser la production agricole qui avait beaucoup chuté depuis le changement de régime. En 2000, les pays d'Europe centrale et orientale n'avaient pas atteint le niveau de production de 1989.

La perspective d'adhésion à l'Union européenne et la nécessité de s'ajuster à l'acquis communautaire ont obligé les nouveaux candidats à mettre en place des dispositifs aptes à leur faciliter la tâche. Ce ne fut pas toujours aisé car certains pays (Pologne, Hongrie) voulaient freiner, voire empêcher, l'achat de terres par des étrangers, surtout allemands dans le cas de la Pologne, réflexe historique oblige. Pour la Pologne, ces restrictions sont toujours en vigueur. La crainte est aussi économique. « Après une assez longue période au cours de laquelle les nouveaux États membres ont pu réguler leur marché foncier comme ils l'entendaient en fonction de leurs choix politiques et économiques, écrit l'auteure, les voici directement exposés à l'arrivée sur leur sol de concurrents mieux dotés en capital et recherchant des terres pour étendre leurs capacités de production » (p. 208).

Si le dualisme agraire a persisté au-delà de l'adhésion à l'Union européenne, ce sont les grandes exploitations, mieux dotées en capital foncier et moyens de production, qui ont surtout profité des aides européennes, creusant les inégalités. Cette nouvelle donne charrie avec elle une perspective prévisible : la fin des paysanneries. La soviétisation n'avait pas éliminé cette figure séculaire. Henri Mendras avait observé à la fin des années 1960 que si, en France, le paysan, caractérisé par une forte production familiale et une non moins forte autoconsommation, avait fait place à la figure professionnelle de l'agriculteur, il existait encore bel et bien dans des pays comme la Pologne, la Roumanie, l'ex-Yougoslavie. Qui eût pu penser que sous le vernis collectiviste perduraient des mécanismes de l'économie paysanne ? Ce fut pour lui une source d'étonnement et l'inspiration de recherches comparatives. Ces paysans existent encore aujourd'hui, mais ils sont souvent âgés, retraités et leurs exploitations sont petites, peu compétitives. Au bout du compte, l'Europe s'acheminerait ainsi progressivement vers un modèle homogène, même si on en est encore loin.

À la lecture de cet ouvrage dense qui examine les étapes cruciales des transformations agraires des soixante-dix dernières années, une caractéristique majeure saute aux yeux : la soviétisation a marqué de son empreinte ces sociétés de façon difficilement réversible. Même si, après 1989, de nombreuses volontés se sont exprimées en faveur d'un retour en arrière, ce ne fut souvent guère possible. Par les effets révolutionnaires de sa politique (réformes agraires, étatisation de l'économie), le système de type soviétique a travaillé en profondeur les mouvements des classes sociales. La recomposition des grandes exploitations le montre amplement : il n'y a plus de place pour les paysanneries d'antan.

L'auteure me pardonnera, j'espère, de ne pas avoir rappelé les situations pays par pays, fort intéressantes au demeurant car illustrant des logiques et des héritages nationaux. Marie-Claude Maurel les analyse méticuleusement et tout lecteur curieux des différences entre, par exemple, la Pologne et la République tchèque, pourra s'y reporter. Une telle perspective sortait du cadre imparti de cette recension. Je me suis efforcé de comprendre comment les grandes structurations ont affecté et affectent les sociétés rurales de ces pays, ce que ce livre savant montre avec une très grande précision.

Jean-Charles Szurek

1. Voir G. Mink et J.-C. Szurek, *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Éditions du Seuil, 1999 [[↗](#)]



Rechercher dans OpenEdition Search

Vous allez être redirigé vers OpenEdition Search

Dans tout OpenEdition

Dans Le carnet du Mouvement social